



Demain
Un réseau unique
serait-il la solution
aux maux de l'école ?

Nos intervenants

Christine Toumpsin est directrice de l'Institut Notre-Dame à Anderlecht (primaires). Elle est également la présidente du Collège des directeurs des écoles fondamentales du libre.

Joseph Thonon est l'actuel président de la CGSP (Centrale générale des services publics) Enseignement. Il a enseigné la physique pendant une vingtaine d'années.

Vivian Collard enseigne les langues aux élèves de 5^e et 6^e secondaires du Lycée Martin V à Louvain-la-Neuve.

Véronique de Thier est responsable politique à la Fapeo, la Fédération des parents de l'enseignement officiel.

Benoît Galand est professeur en sciences de l'éducation à l'UCLouvain, spécialiste du harcèlement scolaire et des difficultés de comportement en milieu éducatif.

Marc Romainville est professeur ordinaire à l'UNamur et responsable du service de pédagogie universitaire. Il a notamment collaboré à la mise en œuvre du Pacte d'excellence.

Etienne Michel est à la tête du Segec, le Secrétaire général de l'enseignement catholique, qui chapeaute les écoles du libre confessionnel.

Marie Jaspers est docteure en sciences mathématiques et chef de travaux honoraire à l'ULiège. Elle assure bénévolement des remédiations pour les élèves du secondaire supérieur dans la région de Liège.

Marie Allard est psychologue au sein du centre psycho-médico-social (PMS) libre de Jambes (Namur).

Isabelle Roskam est professeure de psychologie de la parentalité à l'UCLouvain. Elle est, entre autres, spécialiste de l'attachement et du burn-out parental.

Jean-François Guillaume est professeur de sociologie de l'éducation à l'ULiège. Il enseigne aux futurs enseignants du secondaire supérieur. Il a en outre travaillé à l'élaboration des nouveaux référentiels.

Dominique Lafontaine est professeure ordinaire en sciences de l'éducation à l'ULiège. C'est la « madame Pisa » de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Roland Lahaye est le secrétaire général de la CSC Enseignement, la Confédération des syndicats chrétiens.

Fred Mawet est, depuis sept ans, secrétaire générale de l'ASBL Changements pour l'Égalité.

Julien Nicaise est administrateur général de Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE), le pouvoir organisateur des écoles officielles.

Déborah Lorguet est professeur de français en secondaire à l'Institut Notre-Dame de Heusy. **Philippe Barzin** est secrétaire général du Conseil de l'Enseignement des communes et provinces (CECP).

que les alertes psychologiques reçues par les centres PMS », dit Julien Nicaise. A l'UCLouvain, Isabelle Roskam relativise : « Il faut éviter les généralisations abusives. On ne peut jamais être sûr que le confinement est le seul facteur en cause. L'effet de causalité est impossible à déterminer, parce qu'on ne peut contrôler tous les autres éléments. Il s'est passé plein d'autres choses dans les familles durant cette période. Les données dont on dispose, et qui sont à prendre avec précaution, montrent que les effets ne sont pas gigantesques. Pour certains jeunes, la crise sanitaire a été un cauchemar, et pour d'autres, une opportunité. Des effets catastrophiques pour certains mais chez d'autres, comme dans toute crise, celle-ci a permis de retrouver du sens et le jeune a pu tirer profit de cette situation. »

Sur le terrain, par contre, on nuance sérieusement. Vivian Collard, enseignant : « C'est assez flippant de voir que dans chaque classe, plusieurs élèves ont eu besoin d'un suivi psy pour tenir le coup, non pas en termes d'apprentissage mais de bien-être. »

Retour au point de départ : génération perdue ? « Cette expression est très largement excessive et contre-productive. De plus, elle finit par jouer sur l'image que les jeunes ont d'eux-mêmes », prévient Marc Romainville. Benoît Galand abonde : « C'est une vision trop simpliste. Le covid est une situation de crise, comme il y a en eu d'autres dans le passé. Les élèves ne l'ont pas tous vécu de la même manière. Le covid a pu être un révélateur de difficultés préexistantes. »

Véronique De Thier (Fédération des parents de l'enseignement officiel) s'agace : « Des jeunes perdus ? Quelle horreur de penser cela ! C'est une génération sur laquelle on a fait beaucoup de dégâts, que ce soit en termes d'apprentissages, mais surtout en termes de bien-être. Néan-

moins, il faut vraiment s'atteler à réparer tout ça et mettre les moyens. Ça passe par l'école et par la prévention. »

Etienne Michel complète : « Il n'y a pas de "génération perdue" ! Traverser des difficultés procure une autre expérience ; nos parents se sont formés pendant la guerre et personne ne dit cela à leur propos. » Personne, et certainement pas les syndicats. A la CSC (syndicat chrétien), Roland Lahaye amène de l'eau au moulin : « Parler de "génération perdue", ce serait un aveu d'échec. Je pense par contre qu'il y a énormément de traces chez tout le monde. Chez les élèves, mais aussi chez les enseignants. Chacun doit retrouver son équilibre. Sans un climat satisfaisant qui permet d'apprendre sereinement, c'est foutu. Avant de rétablir les contenus matières avec les élèves, il faut d'abord leur redonner confiance en eux. Attention : ce n'est pas seulement le rôle de l'école, mais de la société en général. »

Bienveillance ou maltraitance

Alors, son collègue Joseph Thonon de la CGSP évoque les causes. « Dans le secondaire, l'enseignement hybride a entraîné une distance entre l'élève et l'école. Les enseignants le ressentent. Les élèves sont de moins en moins accrochés. C'est lié à la crise, mais aussi à l'éducation donnée aux enfants. »

Sur le terrain, on est beaucoup plus cash. Christine Toumpsin, directrice d'une école maternelle et primaire : « En moyenne, je constate un an de retard chez les élèves, avec des différences selon les années. Ceux qui viennent de terminer leur 3^e primaire et qui ont dû apprendre l'écriture, la lecture et les bases du calcul en pleine crise sanitaire ont davantage de retard que ceux qui étaient en 5^e primaire au moment du covid. Il y a un vrai effet boule de neige. Les enseignants, malgré tout le travail qu'ils fournissent, ne peuvent faire de miracle et rattraper deux années en quelques mois. »

L'enseignante Marie Jaspers y va plus

fort : « Beaucoup d'étudiants de secondaire m'assurent n'avoir rien fait pendant deux ans. Les profs de secondaire sont désabusés et, de mon côté, je ne parviens plus à les faire travailler. Ce qui compte, c'est moins la quantité de matière vue que le comportement des élèves. Pendant deux ans, ils n'ont rien fait. Ils ont vécu en l'absence de limites, de règles, d'exigences... Ce qui les intéresse aujourd'hui, ce sont les réseaux sociaux sur lesquels ils vont avant et après l'école. Le problème du covid n'est pas le manque de cours, ce sont les jeux vidéo, les relations virtuelles, les jeux violents... ! » Et encore plus fort : « L'école ne demandait plus rien à ses élèves, mais on y a quand même ajouté de la bienveillance lors des examens. Pour moi, comme pour de nombreux parents soucieux de leurs enfants, cette bienveillance, qui est en fait de la maltraitance, a été un erreur monumentale. »

Une question de codes scolaires

Les choses sont sans doute beaucoup moins simples, un peu comme un entrelacs de divers facteurs. En témoigne Jean-François Guillaume (ULiège) : « Dans les familles, l'essentiel ne tient pas toujours au capital économique, mais parfois aussi à la maîtrise des codes scolaires, à la capacité à traduire les exigences des enseignants. Le covid a entraîné des inégalités à plusieurs niveaux : entre familles, entre établissements scolaires, mais aussi entre enseignants. Certains se sont tirés d'affaire et sont parvenus à réinventer une façon d'organiser leur cours. D'autres étaient très embarrassés. Certains élèves ont décroché, parce que le message a été compris comme une sortie du jeu scolaire. L'école est devenue un lieu dangereux. »

Fred Mawet (Changements pour l'Égalité) insiste : « Ce qui est évident, c'est que la crise sanitaire a creusé les inégalités. Les profs, les familles et les élèves ont fait comme ils ont pu, mais durant la crise, on n'a pu compter que sur les familles pour réduire les inégalités. Les enfants de milieu populaire ont été les grands perdants. » Et c'est sans compter les différences matérielles objectives, fortement corrélées à la situation sociale : « On l'oublie parfois, mais il y a eu également tout le problème de l'équipement numérique et de l'espace de travail. Les élèves n'étaient clairement pas égaux face à ça. Dire qu'on a

créé une génération perdue, c'est se situer dans une vieille conception de ce qu'est la réussite. »

Il faut juste aussi se demander si le Pacte – qui met le turbo cette année – sera, ou pas, un allié de qualité. Ce n'était pas vraiment prévu comme cela dès le départ, mais les mesures qui entreront en vigueur ces jours-ci tombent à point nommé : remédiation, accompagnement personnalisé, co-enseignement... Philippe Barzin (Conseil de l'Enseignement des communes et provinces) en est convaincu : « La réforme du Pacte apporte son lot de mesures qui devraient aider les enseignants à résorber ces retards : les écoles vont recevoir, au rythme de la mise en œuvre du tronc commun (cette année en 1^{er} et 2^e primaires), des périodes complémentaires pour mettre en place des dispositifs d'accompagnement personnalisé, notamment pour faire de la remédiation. Ces moyens vont permettre aux enseignants de mieux accompagner les élèves. Au final, ils devraient aider les élèves à résorber leur retard scolaire. »

Besoin de reconstruction

Bon, perdue ou pas cette génération ? Déborah Lorguet, professeure en secondaires, résume : « Non, par contre il faut concevoir une autre manière d'envisager l'école. A nous maintenant, en tant que professeurs, de nous adapter à ce nouveau type d'enseignement. » Pour la suite, ce serait une question de temps : « On sait que les élèves ont des lacunes, on sait que ça va durer plusieurs années, sans doute le temps d'arriver en fin de rhéto. Autant le dire, il y aura des conséquences sur le long terme. Il faut juste accepter ce fait-là, et donc concevoir une autre manière d'enseigner les matières. Arrêtons de parler de génération perdue, considérons collectivement que nous sommes plutôt face à "une autre génération". » Qu'on pourrait nommer "en besoin de reconstruction".

© ROGER MILUTIN.

64.000

En 2021-2022, en chiffres absolus, on est passé de 50.000 à 64.000 élèves présentant au moins neuf demi-jours d'absence injustifiés.

6,07 %

A l'examen de médecine de juillet, le taux de réussite était de 6,07 % en 2022, soit le taux le plus bas jamais atteint depuis l'instauration du concours en 2017.

32 %

Au CESS dans le réseau WBE, 32 % des élèves sont concernés cette année par une seconde session, alors qu'ils sont habituellement 10 %.

témoignage « Cette période nous a rendus encore plus fainéants »

E.B.

Violetta, appelons-la comme cela, vient de quitter son athénée de la région liégeoise. Avant de filer à l'université, elle jette un regard sans concession sur deux ans et demi d'apprentissage sous le joug du covid.

« Je pense que le covid a impacté la motivation des élèves. En voulant nous aider, les professeurs ou, en tout cas, les autorités en charge de gérer l'enseignement durant cette période nous ont rendus encore plus fainéants qu'avant. Certains profs faisaient même le travail à notre place et nous demandaient juste de recopier leurs cours. Cependant, il est

également vrai que nous, élèves, n'avons, pour beaucoup, pas pris cette crise au sérieux et en avons profité pour nous distraire durant les cours en ligne au lieu d'écouter et d'essayer de comprendre. »

« Un monde de Bisounours »

« Ensuite, en ce qui concerne l'absentéisme des élèves, je pense encore une fois que le covid en a découragé plus d'un. Mais il ne faut pas remettre toute la faute sur le covid, ce serait trop facile... Je pense que des élèves n'ont pas la motivation car ils ne sont pas assez mis à l'épreuve pour pouvoir se prouver à eux-mêmes de quoi ils sont capables, alors ils n'essaient plus de se surpasser. »

« Si un cadre scolaire plus strict était remis en route, il se pourrait que les élèves reprennent goût à étudier. Mais je pense que comme tout individu, nous ne sommes pas tous à mettre dans le même sac... Il y en a qui décident de suivre des études et de vivre une vie sérieuse, car ils sont conscients du monde dans lequel ils vivent. Puis il y en a d'autres, peut-être un peu plus perdus, qui, soit parce qu'ils sont mal encadrés, soit parce qu'ils ont décidé de n'écouter que leur avis, décident de ne pas respecter le système scolaire ou encore de ne rien faire... Certains pensent qu'ils s'en sortiront, parce qu'il y a les parents ou parce qu'ils pensent vivre dans un monde de

Bisounours... »

« Je vais entamer des études universitaires. J'ai hâte de commencer et de voir à quoi m'attendre. J'ai cependant très peur de ne pas être à la hauteur vu le taux d'échec cette année, aussi bien en secondaire qu'en supérieur... J'ai cru comprendre que ça n'avait jamais été aussi bas. Pourtant, je pense qu'une fois là-bas et une fois bien préparée, en allant aux cours de remédiation par exemple, je devrais m'en sortir malgré le manque d'étude que j'ai eu cette année... En tout cas, je vais tout faire pour y arriver : c'est vraiment un but que j'ai depuis longtemps et j'ai une envie insurmontable d'y arriver. »